

DIAL D 99 BRESIL: UNE IMPORTANTE DECLARATION SUR LA SITUATION DU NORD-EST

(Ce très long document a été rendu public dans les principales villes du Nord-Est au cours de concélébrations eucharistiques, à l'occasion du 25e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Il est d'autant plus significatif que, en plus du fait d'être un bon résumé de la situation de cette région du Brésil, ses signataires sont des évêques et des supérieurs religieux.

Il s'inscrit dans ce que les théologiens appellent "le courant prophétique" de l'Eglise. Il est typique de ce que les politologues définissent comme "le rôle de substitution politique de l'Eglise" dans un régime où est étouffée la voix des partis et des syndicats) (Note DIAL).

"J'AI ENTENDU LES CRIS DE MON PEUPLE" (Exode 3,7)

DOCUMENT D'EVÊQUES ET DE SUPERIEURS RELIGIEUX
DU NORD-EST

6 mai 1973

"J'ai vu la misère de mon peuple et j'ai entendu les cris que lui arrachent ses oppresseurs. Oui, je connais ses angoisses" (Exode 3,7).

Ces paroles du livre de l'Exode, dites par Dieu à Moïse, donnent aujourd'hui la mesure exacte de nos sentiments.

Devant la souffrance de notre peuple, humilié et opprimé depuis tant de siècles en notre pays, la Parole de Dieu nous presse à prendre position. A prendre position aux côtés du peuple. A prendre position aux côtés de tous ceux qui, avec lui, travaillent à sa libération véritable.

Sur les traces de Moïse, nous voulons remplir notre mission de pasteurs et de prophètes auprès du peuple de Dieu. Si nous sommes amenés à prendre la parole, c'est sous l'impulsion de la Parole de Dieu qui juge les événements de l'histoire. C'est dans cette lumière que nous cherchons à interpréter les gémissements du peuple, les faits et les événements de chaque jour que vivent les gens marqués par la souffrance. Faits et événements dont la véracité est démontrée par l'analyse sérieuse de la réalité humaine que nous vivons.

Il est évident que, conscients de nos fréquentes omissions et de nos erreurs au long de l'histoire de notre Eglise au Brésil, nous nous sentons impuissants et intimidés devant une si grande tâche. Spontanément nous répétons la plainte de Moïse à Yahvé: "Qui suis-je pour aller trouver Pharaon?". Mais nous connaissons aussi la force du Très-Haut, la grâce de celui qui nous a appelés et envoyés: "Je serai avec toi, dit Dieu" (Exode 3,11-12).

C'est la raison pour laquelle, en cette année jubilaire de la "Déclaration Universelle des Droits de l'Homme" et à l'occasion du 10e anniversaire de l'encyclique "Pacem in Terris" du pape Jean XXIII, des évêques et des supérieurs religieux du Nord-Est brésilien, en accord avec les conclusions et les appels de la 13e Assemblée générale de la Conférence nationale des Evêques du Brésil (1) qui s'est tenue au mois de février dernier, ont décidé de rendre public ce document qui représente une expression de leur mission ainsi qu'une façon de commémorer des faits aussi importants.

Pour cette commémoration, nous ne pouvons pas nous contenter de paroles de pure rhétorique, dénuées de sens du réel et dépourvues d'incidences sur la vie du peuple. "Va donc sur l'heure, je t'aiderai à parler et te suggérerai ce que tu devras dire" (Exode 4,12).

Nous ne voulons pas, répétons-le, utiliser de façon erronée ou inadaptée notre pouvoir et de voir de parler. De parler au nom de Dieu, dans ce moment historique, aux hommes de notre pays, pour les inviter à une véritable conversion, c'est-à-dire à un loyal examen de leur comportement humain et à une radicale transformation de leur vie entière - individuelle et collective - sous la conduite de l'Esprit Saint. Celui-ci nous est en effet donné comme la Force de Dieu pour faire la créature nouvelle et pour renouveler la face de la terre.

Aussi, en nous appliquant à interpréter le jugement de Dieu sur la réalité des hommes et des choses conformément à ce que nous jugeons être notre mission de pasteurs et de prophètes, notre parole veut être le moyen vivant et efficace d'une interpellation capable, telle une épée affilée, de pénétrer jusqu'à l'intérieur de l'homme et de discerner les sentiments de son coeur (cf Hébreux 4,12).

Avant de nous adresser aux autres, nous cherchons nous aussi, en cet instant, à écouter l'interpellation de Jésus, "le témoin fidèle et vrai" (Apocalypse 3,14) qui nous exhorte à la fidélité et secoue la torpeur de nos Eglises. C'est lui en personne qui leur attribue leur mission irrécusable, faite de présence et d'action dans le flot de l'histoire des hommes. "Que celui qui a des oreilles écoute ce que dit l'Esprit aux Eglises" (cf Apocalypse 1 à 3).

Que l'on ne vienne pas nous dire que ce n'est pas notre rôle de parler concrètement de la réalité humaine, pour mieux nous reléguer sur un prétendu plan spirituel. Pour nous, le plan spirituel recouvre l'homme dans sa totalité, dans toutes ses dimensions, à condition qu'on le regarde sous la lumière du jugement de Dieu, qui est sans appel, et sous l'action totalisante de son Esprit.

En tant que pasteurs, il est donc aussi de notre droit et de notre devoir de traiter des problèmes humains, et par conséquent, de questions économiques, politiques et sociales, dans la mesure où elles concernent l'homme et engagent Dieu.

Si nous sommes fidèles à l'Evangile, notre engagement se trouve vraiment du côté du peuple. Du côté de ses espoirs. Du côté de sa libération. Au fait, n'est-ce pas à ses côtés que Dieu s'est engagé? La Bible a-t-elle une autre signification que celle de nous révéler l'engagement de Dieu avec le peuple, l'Alliance de Yahvé avec l'histoire des hommes? Jésus-Christ, celui en qui s'est réalisée cette communion définitive, n'a-t-il pas défini sa vie comme étant celle du bon pasteur qui donne sa vie pour son troupeau?

En essayant humblement de prendre conscience de notre mission, nous demandons à Dieu la force d'élever la voix, dans l'espoir que la menace du Seigneur contre les prophètes et les pasteurs infidèles ou défaillants ne retombe aussi sur nos propres têtes: "Malheur aux prophètes insensés qui suivent leur propre esprit sans rien voir... A cause de vos paroles vaines et de vos visions mensongères, oui, je me déclare contre vous... car ils égarent mon peuple en disant "tout va bien" alors que tout va mal... Malheur aux bergers d'Israël qui se paissent aux-mêmes... Les brebis sont dispersées, faute de pasteur, pour devenir la proie de toute bête sauvage" (Ezéchiel 13,3,8 et 34,2,5).

Notre responsabilité de pasteurs nous met, une fois encore, face à un défi: la fidélité continuelle à l'homme dans son contexte historique. Nous sommes des serviteurs, des ministres de la libération. "C'est pour que nous devenions libres que le Christ nous a libérés" (Galates 5,1).

Comme ministres de la libération, nous devons avant tout travailler à notre conversion permanente afin de pouvoir mieux servir. Nous devons accepter que l'homme du Nord-Est nous interpelle en réclamant à grands cris ce ministère de la libération et en appelant à notre effort de partage de sa "faim et soif de justice".

En marche vers sa libération, l'homme du Nord-Est interpelle notre société et se heurte à ses préoccupations de profit qui s'accompagne de la manipulation des statistiques et des données, dans un effort de justification de "la violence instituée" dans laquelle nous vivons, pour reprendre l'expression de la 2e Conférence du Conseil Episcopal Latino-américain (CELAM) de Medellin. C'est aussi notre Conférence épiscopale continentale qui caractérise la situation des sociétés des pays d'Amérique latine comme "une situation de péché".

Affermis, donc, dans la conviction de notre charge pastorale et prophétique, nous allons, en ce temps de défi, parler pour commémorer des événements qui, par eux-mêmes, nous interpellent.

Nous allons nous référer à des données objectives, issues d'enquêtes et au contenu technique, de manière à ce que notre jugement, porté au nom de Dieu, ne soit pas le reflet d'impressions superficielles et d'attitudes subjectives. Mais notre perspective reste celle de l'homme, l'homme tout entier et tous les hommes. Elle est celle de Dieu qui, en se faisant homme dans le Christ, a fait de l'homme la mesure de toutes choses.

LA REALITE DE L'HOMME DU NORD-EST

Sur la base d'informations d'ordre technique et de données statistiques fournies par des organismes officiels, on constate que la réalité de la région du Nord-Est demeure, aujourd'hui encore, marquée par les éléments qui ont fait sa notoriété internationale - l'oppression, la misère et l'injustice - et dont certains se sont aggravés, sans que, à court ou moyen terme, les perspectives actuelles permettent d'entrevoir un réel effort du gouvernement pour modifier cette réalité.

Le sous-développement continue d'être la marque caractéristique majeure du Nord-Est.

Le revenu per capita

D'après les chiffres de la Surintendance pour le Développement du Nord-Est (SUDENE), le revenu par habitant s'élève aujourd'hui à un peu plus de 200 dollars annuels, c'est-à-dire la moitié environ du revenu par habitant pour le Brésil et le tiers seulement du revenu par habitant pour l'Etat de São Paulo. Le recensement de 1970 fait apparaître en particulier que sur 100 habitants du Nord-Est âgés de 10 ans et plus, 52 gagnaient à cette époque 100 cruzeiros par mois (2), 15 n'avaient aucun revenu ou n'en avaient pas déclaré; 3,3% seulement de la population économiquement active bénéficiaient de revenus supérieurs à 500 cruzeiros par mois, 0,86% gagnaient plus de 1.000 cruzeiros. Dans les Etats du Piauí et du Maranhão, sur un total de population active de 1.470.000 personnes, seulement 955 gagnaient plus de 2.000 cruzeiros par mois ("Jornal do Brasil" du 09/07/1972).

Les statistiques concernant le revenu per capita ne représentent qu'une approche de la réalité. Leur caractère de généralisation masque les disparités humaines les plus criantes. Ne sont-elles pas la preuve que l'homme n'est pas la mesure de toutes choses? "Qu'est donc le mortel, que tu en gardes mémoire? interroge le psalmiste en s'adressant à Yahvé - Tu le couronnes de gloire et de splendeur; tu l'établis sur l'oeuvre de tes mains, tout fut mis par toi sous ses pieds" (Psaume 8, 5-7).

Le travail

Le chômage et le sous-emploi atteignent des taux alarmants dans la région. 23% des personnes en âge de travailler sont dans l'impossibilité d'utiliser leur force de travail ou ne l'utilisent que partiellement (IBGE - PNAD, 1er semestre 1970).

Comme nous sommes loin, au Nord-Est de ce droit fondamental pour tous les hommes dont parle Jean XXIII dans l'encyclique que nous commémorons: "Tout homme, rappelle le pape, a droit au travail et à l'initiative dans le domaine économique" (Pacem in Terris n° 8)!

L'alimentation

Au Nord-Est, la famine revêt un caractère endémique. Une enquête menée dans les différentes villes de la région a donné les résultats suivants concernant la consommation alimentaire moyenne par personne, exprimée en pourcentages par rapport aux normes reconnues scientifiquement: calories, 56%; protéines (total), 81%; calcium, 74%; vitamine A, 4%; vitamine C, 54%. Pour les enfants âgés de moins de deux ans, les valeurs s'établissent comme suit: calories, 51%; protéines (total), 56%; calcium, 79%; vitamine A, 7%; vitamine C, 27%.

Les causes et les conséquences d'un tel état de sous-nutrition sont explicitées dans les conclusions du rapport d'enquête publié en 1968 par l'Institut de Nutrition de l'Université Fédérale de l'Etat du Pernambuco (Nutrition Survey On Northeast): "la déficience en ressources alimentaires de la population du Nord-Est est une évidence... La population est en général considérée comme maigre, et la confirmation en a été donnée par des mesures de l'épaisseur de la peau... L'impression générale, confirmée par des examens cliniques, est celle de la sous-nutrition et du faible développement physique".

Parmi les effets de la sous-nutrition, dont certains entraînent la diminution de la stature physique conformément aux constatations de l'enquête citée plus haut, il faut aussi ranger l'apparition, dans la région, d'un grand nombre de diminués mentaux. Le test destiné à mesurer le quotient intellectuel a été appliqué en 1972 à 109 enfants de trois municipalités de la zone agreste dans le Pernambuco; il a donné les résultats suivants calculés selon l'échelle de Terman: A Gameleira, on a enregistré un QI moyen de 78, caractéristique des individus à l'intelligence retardée; à Ribeirão et à Água Preta, on a trouvé des moyennes encore plus impressionnantes, respectivement de 72,4 et 73,3, ce qui, dans la même échelle de référence, correspond à la limite de la débilité mentale. Les débiles mentaux caractérisés se situent un point en-dessous, au dernier degré de l'imbecillité (cf Opinião n° 10, 1973).

L'habitat

Une autre publication de la SUDENE ("Habitat, Département des Ressources Humaines", février 1970) estime à 2,3 millions le déficit de logements au Nord-Est, et il tend à augmenter.

"Le nombre de logements au Nord-Est n'a pas augmenté en proportion de la croissance de la population. Au cours de la décennie 1940-50, pour une croissance de la population de 24%, le nombre de logements n'a augmenté que de 21,7%. Au cours de la décennie suivante, pour une croissance de la population de l'ordre de 25%, l'augmentation de logements a été de 18%". La même publication signale encore que jusqu'en 1967, la Banque Nationale de l'Habitat n'avait accordé des crédits à la construction dans le Nord-Est que pour 14% du total des crédits alloués dans l'ensemble du Brésil.

La mauvaise qualité des constructions et la précarité de leurs conditions sanitaires s'ajoutent à l'insuffisance des logements. Une enquête de l'IBGE (PNAD, 1er trimestre 1970) révèle que sur les 5 millions de maisons existantes au Nord-Est, et pour cette seule année, 76% n'avaient pas l'eau courante, et 73% ne disposaient pas d'installations sanitaires. En ce qui concerne l'utilisation de l'énergie électrique dans ces logements, la situation est identique, car 75% d'entre eux ne disposent pas d'installation électrique. D'après cette enquête, 50% seulement des logements sont construits avec des matériaux en dur dans les centres urbains de moyenne et de grande importance. Les autres, aux dimensions et aux conditions d'habitat insuffisantes, constituent de véritables sous-habitations dont les plus significatives sont les favelas de nos villes, comme, par exemple, les "lágados" de Salvador et les "mocambos" de Recife.

Les statistiques, comme d'ailleurs la simple connaissance de nos villes, révèlent donc une situation alarmante qui souligne, dans le secteur de l'habitat, le contraste flagrant entre les riches et les pauvres. Cette situation est une atteinte au sentiment chrétien: "Si quelqu'un, jouissant des richesses de ce monde, voit son frère dans la nécessité et lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demcurerait-il en lui?" (I Jean, 3,17).

L'éducation

Parmi les personnes âgées de 5 ans et plus, c'est-à-dire celles qui devraient fréquenter l'école ou être déjà passées par elle, près de 60% sont analphabètes, selon le recensement de 1970.

D'après une publication officielle, pour un chiffre de 20% de sa population en âge scolaire, le Nord-Est disposait il y a quelques années d'un réseau d'enseignement primaire lui permettant de répondre aux besoins d'un peu plus de la moitié des scolarisables. Dans le primaire, plus de la moitié des enfants entrés en première année la terminent, l'indice d'abandon entre la première et la deuxième année s'établissant entre 30% et 78% selon les Etats; la chute du taux d'inscription en deuxième année varie ainsi de 78% dans les Etats les plus pauvres à 30% dans les Etats les mieux équipés. L'enseignement primaire est sérieusement grevé par l'insuffisance de locaux, par le manque d'équipements, de matériel didactique et de ressources pédagogiques, mais surtout par la faible qualification des maîtres, laquelle est essentiellement la conséquence des très faibles rémunérations et du recrutement de profanes comme enseignants primaires. La participation de personnel profane recruté pour assumer la fonction de maître varie de 50 à 75% selon les Etats (Source des données: "Education", DRH-SUDENE, de février 1970).

On retrouve la même situation dans le secondaire et dans le supérieur. Le faible taux d'inscription traduit la sélection qui s'opère pour des raisons financières, véritable obstacle dressé par le système scolaire devant les classes sociales les moins favorisées. 50% seulement de ceux qui ont terminé le primaire entrent dans le secondaire, et 5% seulement de ceux qui sont inscrits dans le secondaire ont accès à l'enseignement supérieur.

La situation continue à s'aggraver du fait que le Nord-Est est loin de connaître une amélioration de sa position dans l'ensemble de l'enseignement secondaire et supérieur du Brésil. De 1961 à 1970, sa position reste inchangée par rapport au total des inscriptions dans le secondaire: elle s'établit à 17%. Mais pour l'enseignement supérieur, on constate une récession: le taux des inscriptions passe au Nord-Est de 16% en 1961 à 14% en 1970 (Source: "Anuários Estatísticos do Brasil", IBGE).

Comparant la situation réelle des gens et leurs droits, Jean XXIII déclarait déjà, il y a dix ans, au nom de l'Évangile: "La nature revendique aussi pour l'homme le droit d'accéder aux biens de la culture, et, par conséquent, d'acquérir une instruction de base ainsi qu'une formation technico-professionnelle" (Pacem in Terris n° 5).

La santé

Une publication récente de la SUDENE ("Santé - Département des Ressources humaines", février 1970) affirme que "la population du Nord-Est présente encore de faibles taux d'hygiène et des taux élevés de mortalité en rapport avec le revenu per capita".

La schistosomose est très courante puisqu'on estime qu'elle prévaut dans la proportion de 90% là où il y a des cours d'eau, dans la zone allant des côtes de l'Etat du Rio Grande do Norte à celles de l'Etat de la Bahia. La maladie de Chagas atteint 500.000 personnes et elle est répandue dans une région favorable comptant 12 millions de personnes. Au Nord-Est, la tuberculose connaît un taux de mortalité de 80 pour 1.000 - alors que dans les pays développés ce taux s'établit en-dessous de 20 pour 100.000 - et, d'après les estimations, la région compte 100.000 tuberculeux auxquels il faut ajouter chaque année 30.000 nouveaux cas. Le cadre nosologique de la région du Nord-Est est donc caractérisé par des maladies dont l'apparition est due à des facteurs de nature économique. Les maladies transmissibles sont responsables de 22% du total des décès.

La mortalité infantile est très élevée. Dans le Nord-Est considéré dans son ensemble, 180 enfants meurent sur 1.000 nés viables. Dans les capitales où se trouvent regroupés les services médicaux et d'assistance hospitalière, le coefficient est encore de 98 pour 1.000. La mortalité dans les premiers âges est notable. Pour l'ensemble des décès, 47% sont le fait d'enfants au-dessous de 5 ans. Le taux général de mortalité est de 18 pour 1.000. L'espérance de vie à la naissance est en moyenne de 50 ans, mais pour les hommes, de 47 ans.

Au Nord-Est, comme on le voit, la vie n'est pas seulement une vie de pauvre, c'est aussi une vie courte.

Pour affronter des problèmes de cette ampleur, les services de santé existants dans cette zone ne constituent pas une réponse adaptée aux besoins. Le rapport entre le nombre de médecins et chaque groupe de 1.000 habitants est de 0,2; il s'élève à 0,8 dans les capitales (Source des données de base: "Anuário Estatístico do Brasil", 1968). Cette même année, le Nord-Est possédait 1,9 lits d'hôpital pour 1.000 habitants.

A travers le rythme poignant de son Poème de Noël, le poète dépeint parfaitement le drame des gens du Nord-Est: "Et si nous nous appelons tous 'Severino' / Egaux en tout dans la vie / Nous mourrons égaux dans la mort / De la même mort 'séverine' / Qui est la mort dont on meurt / De vieillesse avant trente ans / D'assassinat avant vingt ans / De faim un peu tous les jours" (João Cabral de Melo, "Morte e Vida Severina").

QUELQUES ELEMENTS D'APPRECIATION SUR LES CAUSES DE CETTE SITUATION

La réalité du Nord-Est telle que nous venons de la décrire, à travers les niveaux de vie de la population, peut être mieux comprise si nous examinons maintenant, ne serait-ce que brièvement, les conditions historiques qui lui ont donné naissance.

Comme on le sait, l'évolution économique du Brésil s'est traduite par des bonds successifs de prospérité à des époques diverses et dans des zones différentes, ce qui a eu pour résultat que, passée la période prospère de production sucrière, le Nord-Est se soit peu à peu mis en marge du développement national. Après le cycle du minerai, celui du café a introduit de nouveaux rapports de travail, dont les effets se sont directement fait sentir sur la répartition du revenu national et qui a fait surgir à São Paulo une structure de marché appelée par la suite à devenir la base du développement industriel du Centre-Sud.

Durant cette période, le Nord-Est est demeuré en dehors des effets produits par les transformations économiques alors en cours dans le pays, et il est passé par une évolution propre qui a eu pour résultat la formation d'un complexe économique dans lequel une économie d'exportation voyait se développer parallèlement une économie croissante de subsistance basée principalement sur l'élevage.

En passant par une évolution autonome, l'économie du Nord-Est est restée plus proche des rapports de production de l'économie coloniale déterminés par la structure de la propriété foncière. C'est parce que le latifundium monopolisait l'exploitation de la quasi totalité de la force de travail qu'il est resté la base du pouvoir économique et politique.

Une conjoncture favorable sur les marchés internationaux et l'existence de possibilités d'expansion de l'économie de subsistance grâce à la mise en valeur de nouvelles terres, ont donné une apparence de normalité à l'économie du Nord-Est. Dans le dernier quart du 19e siècle, cependant, "l'hinterland" du Nord-Est qui connaissait un accroissement démographique résultant de l'expansion de l'économie de subsistance, a été ravagé par de grandes sécheresses dont les effets ont révélé la faiblesse de l'économie de la région, en soulignant son retard par rapport à celle du Centre-Sud, alors en pleine expansion due à la culture du café.

Le Nord-Est en est alors venu à être considéré comme une région-problème et a commencé à être l'objet de nouveaux comportements de la part du gouvernement fédéral, essentiellement basés sur ce que l'on a appelé "la politique de lutte contre les effets de la sécheresse". Le manque de continuité dans les tâches d'exécution, le caractère paternaliste de cette politique et l'inadéquation relative de son objectif n'ont pratiquement pas permis le rétablissement de conditions favorables au développement de la région.

L'utilisation de l'épargne par des minorités dont le but était de s'assurer un haut niveau de vie, ou le transfert d'une partie de cette épargne vers des régions où son application est susceptible de profits plus importants, est une constante dans l'histoire de notre économie. Plus précisément, dans un passé récent, ces minorités ont réussi à tirer profit de la politique fédérale appliquée dans la région. Ceux qui contrôlent la production des biens dont l'importance est vitale pour le Nord-Est, comme dans le cas du sucre, ont agité le drapeau de la pauvreté de leur région et ils ont ainsi obtenu du gouvernement des privilèges et des subsides dont le peuple n'a jamais été bénéficiaire. Le contrôle des organismes fédéraux par les oligarchies régionales a donné naissance, à une époque encore très proche, à la création d'une "industrie de la sécheresse".

A l'époque coloniale, nous avons été influencés par une culture de dépendance, car on nous a présenté comme fatalement nécessaire le mimétisme de la culture dominante. La conception d'un monde divisé entre dominateurs et dominés, propre au Brésil colonial, a pénétré toutes les couches de notre société et s'est révélée être d'une grande utilité pour le maintien du système de pouvoir imposé aux classes dominées et préservé par les élites.

C'est de cette vision du monde qu'est né le "protectionnisme" généreux de celui qui regarde d'en-haut vers les "classes inférieures", comme s'il était nécessaire qu'il y eût des injustices pour que la générosité devînt possible. Le "patriarcalisme" et l'"assistantialisme", réflexes de cette donnée culturelle, sont ainsi devenus des instruments de contention du désir de participation du peuple aux décisions qui concernent son existence, c'est-à-dire des instruments de dépendance et de marginalisation.

N'ayons pas peur de procéder à la critique de ce même défaut sur le plan religieux. "La liberté vous fera libre" (Jean 8,31). N'ayons pas peur de reconnaître, même sur le plan religieux, que nous nous sommes beaucoup éloignés de la perspective de Dieu fait homme pour faire de l'homme la mesure de toutes choses.

L'image vraie de Dieu a souvent été déformée et présentée comme celle d'un "Dieu magique" se substituant aux décisions de l'homme pour assumer sa responsabilité historique. Le Dieu qui a fait l'Alliance avec son peuple

a été présenté comme un Dieu vivant en dehors de l'histoire, sans rapport avec la lutte des hommes, sans souci de les amener dès à présent, dans le monde, à un engagement en vue du salut. Finalement, un Dieu dont la révélation évangélique est incapable de reconnaître le véritable visage.

A son tour et fréquemment, l'Eglise a vécu à l'ombre des détenteurs du pouvoir culturel, social et politique. Très souvent, elle s'est davantage identifiée aux dominateurs qu'aux dominés. Sa configuration pyramidale a fait que ses ministres parlaient du haut de la chaire vers un peuple qui les écoutait passivement. Grâce à la culture dominante, l'Eglise est ainsi devenue paternaliste et a quelquefois retardé la marche du peuple vers sa libération.

C'est à nous que s'appliquent aujourd'hui la Parole et la Grâce du Sauveur Jésus-Christ. Il appelle son Eglise à la conversion. Il la provoque, par sa grâce, à devenir vraiment un facteur de fermentation évangélique dans l'histoire des hommes plutôt qu'un poids sociologique supplémentaire dans le jeu des puissances de ce monde. "Rappelle-toi d'où tu es tombée, déclare Jésus à son Eglise, repens-toi, reprends ta conduite première" (Apocalypse 2,5).

EN MARCHÉ VERS LE DÉVELOPPEMENT ?

Si nous reprenons l'histoire des vingt dernières années, nous pouvons rappeler ici un événement qui, au début, a été considéré comme étant de grande portée.

A la fin de la décennie des années 50, le Nord-Est passait par une conjoncture très délicate sur le plan économique, social et politique. La région avait été ravagée par deux grandes sécheresses (1951-52 et 1958) dont les répercussions sur la vie de la région s'étaient traduites, en raison de la mise en évidence du caractère précaire de la politique fédérale envers la zone, par la renaissance d'un sentiment régionaliste de marginalisation face au phénomène de développement à l'échelle nationale. Lancée à partir de 1930 comme objectif national, l'industrialisation s'est rapidement intensifiée, mais en se concentrant surtout dans le Centre-Sud. Par ailleurs, les injustices sociales résultant de structures économiques archaïques, en particulier dans le monde rural, étaient à l'origine de tensions politiques qui ont revêtu des formes originales comme le mouvement des ligues paysannes. L'insatisfaction populaire atteignait un degré non négligeable, ainsi qu'en ont témoigné les élections dans les Etats en 1958.

Lors du grand débat qui était centré sur les problèmes de la région et auquel l'Eglise du Nord-Est a apporté sa participation de façon active par la réalisation de deux rencontres épiscopales (celle de Campina Grande en 1956 et celle de Natal en 1959), un projet social a été élaboré dans le but de favoriser le développement et la promotion de la justice sociale. Sous la pression grandissante de ses leaders et des groupes les plus éclairés, auxquels se sont jointes d'autres forces vives de la Nation, le gouvernement s'est vu dans l'obligation d'affronter sérieusement le problème du Nord-Est.

En décembre 1959 était créée la Surintendance pour le Développement du Nord-Est - SUDENE - et elle s'est vue confier la charge d'élaborer un projet de développement régional pour le Nord-Est.

Grâce à cet organisme fonctionnant en autarcie, la détermination des objectifs pour le développement économique et social a remplacé la politique de lutte contre la sécheresse, et l'application des ressources fédérales destinées à la région a été subordonnée aux critères de la planification, adoptée à cette époque et destinée à accroître au maximum l'efficacité des ressources disponibles dans la lutte contre le sous-développement.

L'argument selon lequel le grand problème du développement brésilien réside dans le sous-développement du Nord-Est, était à la base de la création de la SUDENE et servait de critère dans l'exécution de sa politique. Le problème dépassait le simple terrain économique et était en fait un grave problème politique qui mettait en question la sécurité nationale et l'unité du pays. Le Brésil ne pouvait pas continuer à être divisé en deux régions: l'une prospère, le Centre-Sud, et l'autre continuant à se débattre avec la sécheresse et le retard économique. La suppression des disparités de rythme et de développement entre les deux régions, ce qui ne pourrait être obtenu que si le Nord-Est atteignait des taux de croissance supérieurs à ceux du reste du Brésil, telle était en résumé la nouvelle décision du gouvernement fédéral vis-à-vis du Nord-Est.

Pour atteindre cet objectif, la SUDENE a adopté un plan de développement basé sur deux lignes maîtresses:

- l'intensification des investissements industriels dans la région, en comptant pour cela sur les ressources et les traitements de faveur du gouvernement fédéral;
- la transformation parallèle de l'agriculture du Nord-Est, sur la base de vastes programmes de réforme agraire et de colonisation.

Il convient de signaler ici que lorsque l'Eglise donne son appui à la réforme agraire, elle le fait en vertu de la conscience qu'elle a d'être au service du peuple. D'ailleurs, si l'on regarde sa tradition de prédication, on trouve dans les Pères de l'Eglise les plus véhéments appels à la réforme sociale, à la socialisation de la terre et en général des biens de la création. "Quand tu fais preuve de générosité, affirmait St Ambroise au 5e siècle, tu donnes au pauvre ce qui lui appartient. Car ce que tu t'attribues a été donné à tous pour l'usage de tous. La terre a été donnée à tous et pas seulement aux riches" (St Ambroise, PL 14, 147).

Aujourd'hui, plus de dix ans après la création de la SUDENE, on peut se demander si cet organisme a rempli le rôle qui lui avait été attribué dans la lutte contre le sous-développement de la région, et s'interroger sur la signification des altérations auxquelles a été en butte sa politique de développement.

Bien que le travail qu'elle a fait en faveur de l'économie régionale n'ait jamais été suffisant, la SUDENE a été victime d'un processus d'hémorragie qui lui a retiré les principales conditions d'exercice des fonctions pour lesquelles elle avait été créée, et cela par suite de la logique interne du système auquel elle est liée. Aujourd'hui, il reste peu de secteurs de la politique de développement régional qui n'aient été dominés par des politiques sectorielles définies à l'échelon national. Le point culminant de cette situation a été atteint avec la non-approbation par le gouvernement du dernier Plan Directeur de la SUDENE - Plan de Développement du Nord-Est (PDN) - pour la période 1972-1974. Pour la première fois, la SUDENE ne dispose même pas d'un instrument de travail qui est sa caractéristique d'organisme de planification. Par ailleurs, la diminution cons-

tante des ressources budgétaires allouées à la SUDENE lui retire pratiquement les conditions pour la mise en oeuvre de ce qui reste de sa politique de développement. En 1967, ces ressources représentaient 1,4% du budget fédéral. En 1972, elles ne correspondent plus qu'à 0,4% (Source: "Anuário Estatístico do Brasil" et SUDENE).

Quant aux altérations apportées à la politique de développement régional, on peut faire observer en premier lieu que, après une période de grand dynamisme vers le milieu des années 60 grâce aux mesures adoptées au début de la décennie, l'industrialisation du Nord-Est voit ses possibilités diminuer en fonction des modifications successives de la législation des articles "34-18" (disposition légale par laquelle les personnes juridiques de l'ensemble du pays sont dispensées de 50% de l'impôt sur le revenu si elles investissent au Nord-Est les sommes correspondantes).

Après que la preuve ait été faite de l'efficacité de ce moyen de promotion économique, le gouvernement a initialement autorisé son application dans la zone de la SUDAM (Surintendance pour le Développement de l'Amazonie). Par la suite, il a été étendu aux activités de la pêche, du tourisme et du reboisement, indépendamment du fait que ces activités se situaient dans les régions développées du pays. En 1970, le gouvernement abandonnait 30% des ressources du "34-18" destinées au Nord-Est pour les appliquer au financement du Programme d'Intégration Nationale dont la construction de la Transamazonienne est la pièce maîtresse. En fin, en 1971, 20% supplémentaires étaient encore retirés des ressources du "34-18", cette fois au bénéfice du PROTERRA. Le résultat est qu'aujourd'hui, la région du Nord-Est ne reçoit environ qu'un quart des ressources du "34-18" dont la totalité lui était initialement destinée.

La diminution constante des ressources du "34-18" constitue en soi un indice de l'absence de priorité dans la politique de développement national par rapport au sous-développement du Nord-Est, étant donnée l'importance de l'industrialisation dans cette région. Mais d'autres indices s'y ajoutent, comme celui de l'amputation de 50% des ressources du Fond de Participation des Etats et des Municipalités, en vertu des dispositions de la Constitution de 1967 définissant les critères de la redistribution du revenu national. Les ressources du Fond de Participation, dont l'importance était vitale pour les Etats et les Municipalités les plus démunies du Nord-Est, servaient à augmenter la demande locale des produits de l'industrie régionale. On peut donc considérer qu'en contrariant l'ancienne tradition de la politique du gouvernement qui fixait un pourcentage de la recette fédérale en vue de son application au Nord-Est - dans le but de protéger cette région des effets de la conjoncture politique -, la Constitution de 1967 a annulé les dispositions antérieures qui stipulaient que 3% du budget national fussent déposés à la Banque du Nord-Est pour leur application dans cette région. En rendant possible un plus grand nombre d'opérations financières d'envergure et à long terme, ces ressources représentaient un appoint considérable pour l'industrie régionale. En 1920, le pourcentage de la recette fédérale à appliquer au Nord-Est avait été fixé à 2%. La Constitution de 1934 l'avait fait passer à 4%, plafond maintenu par la Constitution de 1946. La Constitution de 1967 a ainsi fait tomber une priorité qui relevait déjà de la tradition constitutionnelle brésilienne

Un autre aspect important de la politique de développement régional mérite également d'être rapidement analysé. Il s'agit de la réforme agraire qui n'a pas été réalisée, bien qu'il y ait eu accord général quant à sa

nécessité; celle-ci a été non seulement admise par l'agence de planification régionale, mais également ratifiée par des études postérieures menées par d'autres organismes techniques, ce qui a eu pour effet de voir la réforme agraire présentée de façon insistante comme étant l'un des axes de la politique du gouvernement dans la région du Nord-Est. Mais seules quelques timides tentatives de colonisation ont été faites dans le Pernambuco et le Maranhão.

Le Plan de Développement du Nord-Est (PDN), prévu pour entrer en vigueur en 1972 jusqu'en 1974, inclut la réforme agraire dans sa programmation. En 1972, de vastes projets de réforme agraire et de colonisation auraient dû commencer à être mis en application pour, durant cette seule période triennale, permettre le placement de 300.000 familles et donner naissance à plus de 700.000 emplois directs. De tels programmes devaient toucher la totalité de la région du Nord-Est et mener à une situation d'utilisation totale des terres de cette région.

Mais qu'est-il arrivé au Plan de Développement du Nord-Est ?

Pendant que celui-ci était présenté au gouvernement, ce dernier lançait le PROTERRA - Programme de Redistribution de Terres - aux orientations parfaitement divergentes de celles adoptées par la SUDENE et d'une portée très limitée, que ce soit pour l'importance de la zone concernée, ou que ce soit pour le nombre des personnes susceptibles d'en bénéficier. On a prévu l'expropriation de 1.827 propriétés de plus de 1.000 hectares, dont la redistribution bénéficierait 15.000 familles de paysans ("Fondements et objectifs du PROTERRA", conférence donnée à l'Association des Diplômés de l'Ecole Supérieure de Guerre de l'Etat d'Alagoas, par José Alves de Araujo, ingénieur agronome). Il est symptomatique que les zones touchées par le programme coïncident avec celles où apparaissent plus visiblement des tensions sociales. Rien n'indique que les mécanismes d'expropriation et d'acquisition des terres moyennant finances, lesquels sont constitutifs du PROTERRA, donneront naissance au Nord-Est à une structure de la propriété foncière différente de celle qui existe actuellement.

Il n'est pas question ici de prendre purement et simplement la défense de la SUDENE. Et cela d'autant plus que nous constatons aujourd'hui que, en tant qu'organisme créé en vue du développement de la région, elle n'a pas répondu aux exigences du peuple dont elle sous-estimait la lutte et la nécessaire participation au processus global de transformation de la société.

L'Eglise s'est appliquée à oeuvrer en vue de la création de la SUDENE car, à cette époque, celle-ci représentait une espérance pour le peuple, une réponse officielle à sa longue lutte. Il convient cependant de noter que l'Eglise, en tant qu'institution, n'a pas de projets d'ordre technique, bien qu'elle soit présente par ses militants dans leur élaboration. Elle juge les modèles historiques du point de vue humain, en leur donnant son appui ou en les combattant, selon qu'ils se rapprochent ou non des desseins et de l'ordre voulu par Dieu sur l'homme et sur sa réalisation historique. Elle prétend être au milieu du monde, dans l'exercice de sa fonction de service, comme une spécialiste en humanité, "expert en humanité" ainsi que le déclarait le pape Paul VI dans son discours prononcé devant l'ONU en octobre 1965. Mais elle ne peut jamais s'identifier totalement avec un modèle déterminé, toujours relatif et imparfait. En réalité, la mesure du regard et de la démarche de l'Eglise est le royaume de Dieu dont les signes

d'espérance doivent jaillir toujours plus clairement et plus concrètement dans l'époque actuelle et dans une lutte historique incessante en faveur d'une humanité devenue consciente d'elle-même (cf Paul VI, "Populorum Progressio").

LE SOUS-DEVELOPPEMENT EST-IL UNE FATALITE ?

Le projet de développement régional a ouvert des perspectives d'intégration du Nord-Est dans le développement brésilien. Celles-ci se sont fait jour à travers la tendance à la suppression des disparités de développement entre le Nord-Est et le Centre-Sud.

Durant cette courte période des années 60, le taux de croissance économique régionale s'est élevé au-dessus de la moyenne nationale. Au cours de la période 1963-1967, le taux moyen de croissance annuelle du Nord-Est a été de 6,4%, supérieur donc à celui du Brésil qui était de 3,4% (Sources: "Nordeste: Assessoria técnica da SUDENE"; "Brasil: Centro de Contas Nacionais da Fundação Getulio Vargas").

Comme on l'a vu, le projet de développement régional a été déprécié et abandonné. Le chemin des réformes n'a pas été suivi par le gouvernement et les ressources disponibles pour l'industrialisation ont diminué chaque année.

Pour la période triennale qui débute en 1970, la moyenne des taux annuels de croissance du Nord-Est se situe à la moitié de la moyenne des taux de croissance du Brésil: 5,2% pour le Nord-Est et 10,4% pour le Brésil (Sources: "Nordeste: Assessoria técnica da SUDENE" des années 1970 et 1971; id. pour 1972; estimations préliminaires dans le journal "O Povo", Fortaleza, Ceará, du 31/01/73; Brésil: Fondation Getulio Vargas). Cela veut dire que la tendance actuelle est celle de l'augmentation des disparités du développement entre le Nord-Est et le Centre-Sud.

Les constatations ébauchées ci-dessus peuvent apparaître aux yeux de certains comme une incitation à la résignation de tous ceux qui, depuis des siècles, souffrent des conséquences d'une structure sociale intolérable, en faisant croire à l'impossibilité des changements. Le sous-développement serait-il donc une fatalité du Nord-Est?

Admettre l'existence de conditions d'oppression qui seraient le fruit des impositions du destin ou de forces surnaturelles, est une attitude incompatible avec l'anthropologie chrétienne. Le fatalisme est un instrument puissant au service de ceux qui profitent de la propagation de fausses notions sur la société, et il empêche les hommes d'identifier les véritables causes de l'oppression.

LE SOUS-DEVELOPPEMENT COMME OPPRESSION

Les raisons qui ont amené la dépréciation et l'abandon du projet de développement régional mis à exécution au Nord-Est au cours des années 60, ne peuvent être véritablement comprises si on les réduit à un simple ressentiment régionaliste.

La planification, le rôle de leader assumé par le secteur public dans la lutte contre le sous-développement, ainsi que la portée réformatrice de la politique suivie - tous ces éléments qui sont sous-jacents à la réponse apportée au défi du Nord-Est - caractérisaient un projet dont la conception rejoignait les désirs, ressentis profondément au plan national et populaire, d'une matérialisation de la justice sociale.

L'implantation de ce projet au Nord-Est, au moment où les autres régions du Brésil suivaient leur cours historique naturel, était la conséquence d'une multiplicité - propre aux sociétés démocratiques - de tendances variées concernant le développement.

En réponse à la nécessité de continuer la tâche du développement et de préserver son caractère national, qui se faisait plus pressante lors de la phase décisive de son évolution, une alternative se présentait: ou l'implantation du socialisme, ou l'affirmation d'un capitalisme national autonome conçu comme vecteur du développement.

Mais l'importante pénétration des capitaux étrangers, au cours des cinq dernières années de la décennie 50, a empêché que soit adopté l'un des termes de l'alternative. Au moment où la crise résorbait, dans les premières années 60, ce sont en effet les intérêts du capital étranger qui ont prévalu et qui ont vu s'associer à eux certains secteurs de la vie nationale. La conséquence a été l'adoption, par la suite, d'une politique caractéristique du système du capitalisme dépendant.

Ce choix a entraîné le changement de l'objectif national de développement. En se transformant en fonction de spéculation pour les capitaux étrangers agissant sur le territoire national, le développement a été défini non par rapport aux intérêts de la société brésilienne, mais par rapport aux intérêts des entreprises étrangères et de leurs associés brésiliens. Ainsi s'explique comment a pu être sacrifiée l'une des priorités de la politique nationale de développement: celle de la suppression des disparités régionales.

La nouvelle politique économique allait encore exiger que soient soumises à révision totale toutes les institutions économiques, sociales et politiques, afin de les adapter aux convenances de l'expansion du capital supra-national dans notre pays.

A cet effet, le Pouvoir exécutif s'est investi de prérogatives de pouvoir absolu. L'ensemble des mesures qu'il a menées à terme s'est soldé par le rejet des valeurs et des droits péniblement acquis et inscrits dans la vie constitutionnelle brésilienne, notamment ceux qui concernaient les franchises démocratiques. La Constitution est subordonnée à un pouvoir supérieur, l'Acte Institutionnel n° 5 (3), qui accorde au Pouvoir exécutif le pouvoir absolu et suprême de décider de tout de la manière dont il l'entend. L'autonomie des autres Pouvoirs a été remise en question au bénéfice de l'exécutif. Les partis politiques sont privés de leur indépendance de décision (4). Les moyens d'expression de la volonté populaire ont été supprimés. La Présidence de la République et les Gouvernements des Etats

(3) Edicté le 13 décembre 1968, quatre ans après la prise du pouvoir par les militaires (NdT).

(4) Il n'existe plus que deux partis au Brésil: l'Alliance de Renovation Nationale (ARENA), pro-gouvernemental, et le Mouvement Démocratique Brésilien (MDB), de l'opposition, mais pratiquement inopérant. (NdT)

voient leur charge exercée en dehors de tout mandat populaire. Le caractère inviolable du domicile privé, l'habeas-corpus (5), le secret de la correspondance, les libertés de presse, de réunion et d'opinion sont des droits dont le peuple s'est vu privé. La liberté syndicale et le droit de grève ont été supprimés pour la classe ouvrière.

Pour contenir les résistances à de telles conditions d'oppression et d'injustice, la violation des droits de l'homme a été surpassée par des actes de violence encore plus grande. Le terrorisme officiel a institué le contrôle par l'espionnage interne et par la police secrète, traduisant ainsi la domination croissante de l'Etat sur la vie privée des citoyens et recourant fréquemment à la torture et à l'assassinat.

QUEL MIRACLE BRÉSILIEN ?

Sur le plan économique, on assiste à la réalisation de la plus grande offensive jamais vue dans l'histoire du Brésil en faveur de la pénétration des capitaux étrangers. Le gouvernement s'empresse d'accorder des facilités et des garanties aux capitaux qui entrent dans le pays afin de leur assurer la rentabilité désirée. Non seulement l'épargne publique est investie avec prodigalité dans l'implantation d'une infrastructure économique destinée à permettre la conquête des disponibilités financières et des marchés, mais les risques éventuels pouvant survenir de changements politiques futurs sont aussi écartés grâce à des accords de garantie des investissements dont la violation conduit le pays à la barre des tribunaux étrangers.

La fougue avec laquelle la nouvelle politique économique est passée du stade de la conception à celui de la réalisation, a permis que, dans l'espace de quelques années seulement, se manifestent des effets soi-disant démonstratifs de sa valeur intrinsèque. A partir de 1968, le Brésil a connu des taux de croissance de son Produit Interne Brut de l'ordre de 10%. En termes économiques, la politique suivie aurait ainsi permis de créer une situation telle qu'elle vaudrait à ses auteurs l'agrément des forces miraculeuses.

Dénué de crédit, d'intérêt et d'espoir du côté du peuple, "le miracle brésilien" a pour conséquence, de l'autre côté, de favoriser ceux qui ne sont pas dans le besoin. En outre, il fait porter le poids de sa réussite à ceux qui sont les sacrifiés et qui subissent une malédiction qu'ils n'ont pas appelée.

L'appauvrissement relatif et absolu du peuple marche sur les traces du "miracle". La concentration du revenu a atteint des niveaux qui traduisent mieux que tout la vraie signification de la politique économique du gouvernement. Entre 1960 et 1970, les 20% de la population qui entrent dans la tranche des revenus les plus élevés, ont vu leur participation au revenu national passer de 54,4% à 64,1%, alors que les 80% restants ont vu leur participation baisser de 45,5% à 36,8%. Le phénomène de la concentration se manifeste de façon encore plus évidente si l'on tient compte du fait que, durant la même période, 1% de la population qui constitue le groupe social des plus riches, a vu sa participation au revenu national

(5) disposition judiciaire permettant l'empêchement de la garde à vue.

augmenter de 11,7% à 17,7%, alors que la moitié de la population brésilienne qui constitue le groupe social aux revenus les plus bas, a vu sa participation se réduire de 17,6% à 13,7%. L'inversion relative des positions a fait que, en 1970, 1% des brésiliens en est venu à gagner plus que la moitié de l'ensemble de la population du pays (In "Aspects de la distribution du revenu au Brésil en 1970", par Duarte João Carlos).

Pour que la concentration du revenu atteigne les niveaux indiqués, il a fallu que le pouvoir d'achat des masses salariées soit brutalement abaissé. Entre 1961 et 1970, la diminution des salaires réels (calcul effectué sur la base du salaire minimum de l'Etat de la Guanabara) a été de 38,3%. Durant la même période, l'augmentation du produit réel per capita a été de 25,6% (Source des données de base: "Conjuntura econômica", Fondation Getulio Vargas, septembre 1971; et "Anuário Estatístico do Brasil", I BGE). Pour faire le prétendu "miracle brésilien", le gouvernement continue, par la réglementation du salaire minimum, à transférer une partie du revenu des classes salariées vers les classes qui bénéficient des fruits de la croissance économique.

Si l'action de la croissance économique est de cette sorte sur les personnes dont les revenus s'établissent au niveau du salaire minimum, il n'est pas téméraire d'affirmer que les effets de la croissance sont encore plus cruels sur les nombreuses couches de la population qui ne disposent d'aucun revenu ou qui ont un revenu inférieur au salaire minimum.

Les défenseurs du système s'opposent aux revendications en faveur de la distribution du revenu national en se servant de l'argument d'après lequel "il faut d'abord augmenter le gâteau avant de le partager". Il se trouve cependant que, parmi les causes de la concentration du revenu, il y a la nécessité d'un marché capable d'absorber les biens produits par les entreprises étrangères. Or, celles-ci, en s'implantant au Brésil, apportent de leurs pays d'origine une technologie qui est incapable de s'adapter au type de consommation de l'ensemble de la société brésilienne. La technologie moderne exige une capacité de consommation qui n'existe que chez les riches. Cela aboutit à la mise en place d'une structure de production qui suppose obligatoirement une structure identique de revenu et de consommation. L'industrialisation devient alors un instrument de plus en plus orienté vers la production de biens aptes à satisfaire les caprices d'une consommation de plus en plus raffinée et de plus en plus éloignée des besoins de la population.

Il convient de mentionner ici deux autres implications de cette politique. Pour pourvoir à l'importation des équipements industriels nécessaires à la production de ces biens, le pays est obligé d'accroître de façon inquiétante sa dette externe, supérieure actuellement à 10 milliards de dollars. En outre, l'économie brésilienne gaspille des ressources qui pourraient être plus utiles au développement de l'ensemble de la société.

La concentration du revenu tend donc à augmenter, et dans ce mouvement, elle renforce la structure de classe et de pouvoir qui la rend possible. Dans ce processus d'appauvrissement des pauvres au bénéfice de l'enrichissement des riches, la concentration du revenu démontre de façon flagrante l'oppression et l'injustice dont est capable la structure de la propriété privée des moyens de production sur laquelle s'appuie l'actuel système brésilien. Le gouvernement non seulement la tolère, mais il la développe par tous les moyens. Le caractère hautement régressif de la struc-

ture fiscale brésilienne en est un exemple parfait, car les trois principales formes d'imposition contribuent également à renforcer la spirale de la concentration. L'impôt de la taxe locale (6 à 10%) a été calculé sur une base telle qu'un repas dans un restaurant de luxe est tributaire d'une imposition plus faible que l'achat d'un kilo de haricots noirs ou de farine de manioc sur lequel pèse l'impôt sur la Circulation des Marchandises (ICM) recouvré par l'Etat (17%). L'ICM n'est pas seulement la traduction de la concentration sociale du revenu, il joue un rôle important dans sa concentration régionale. En s'appliquant en effet au niveau de la première transaction commerciale, il favorise les Etats producteurs, comme celui de São Paulo, au détriment des Etats plus pauvres comme ceux du Nord-Est. Enfin, l'impôt sur le revenu, contrairement aux apparences, a plus d'incidence sur les personnes à faible revenu imposable, c'est-à-dire les salariés. Les propriétaires trouvent toujours le moyen d'échapper à l'imposition grâce à l'utilisation des dispositions légales favorisant le réinvestissement et l'augmentation du capital.

Ce qui se passe avec les impôts peut aussi être facilement démontré avec d'autres aspects de la politique économique du gouvernement. Voyons, par exemple, la structure des dépenses gouvernementales. Que signifient des programmes comme le PIS (Plan d'Intégration Sociale), le PASEP et le PRORURAL? Indépendamment des bienfaits qu'ils engendrent, il faut relever qu'ils ne touchent qu'une faible partie des personnes remplissant les conditions de leur application, et cela sans parler de la population la plus démunie. Par ailleurs, certains de ces programmes jouent un rôle d'épargne forcée utilisable par le système. En somme, on peut dire que les ressources mises à la disposition du peuple ne sont que des miettes en comparaison de ce que le système lui-même soustrait aux véritables créateurs de la richesse nationale en utilisant des moyens tel que le "blocage des salaires".

La propagande massive, l'utilisation du football comme moyen d'affirmation patriotique, et l'utilisation de systèmes d'enrichissement illusoire telle que la loterie sportive (6) ne parviennent cependant pas à endormir la conscience du peuple qui demeure capable de discerner les vrais résultats du "miracle économique".

L'absence de liberté, la violence de la répression, les injustices, l'appauvrissement du peuple et l'aliénation des intérêts nationaux par le capital étranger ne peuvent être le signe que le Brésil a trouvé le chemin historique de son auto-affirmation.

La confirmation de l'authentique vocation de grandeur de notre pays ne peut être que la conséquence de notre aptitude à construire, par l'utilisation des immenses ressources matérielles et humaines dont nous disposons, une société enracinée dans nos traditions et nos valeurs humanistes et chrétiennes, et à nous reconnaître à nous-mêmes l'autorité nécessaire pour jouer notre rôle, dans le concert des peuples, en faveur d'un monde construit sur la suppression des antagonismes de religion, de classe, de race, d'agression et d'exploitation internationales.

UNE MARGINALISATION GRANDISSANTE

Les effets du système en vigueur dans notre pays se font plus durement sentir au Nord-Est, en raison du caractère archaïque des structures

économiques et sociales responsables de l'indice de pauvreté de la région . La marginalisation, conséquence principale de cette situation, n'était-elle pas déjà suffisamment aiguë?

Depuis l'époque de la découverte, l'exploitation des richesses régionales s'est faite dans le cadre d'une économie reléguant à un plan très secondaire le problème de la satisfaction des besoins de la population laborieuse. Le latifundium et le travail esclavagiste ou semi-esclavagiste constituaient la base de l'économie d'exportation. La force de travail ne recevait en paiement de sa participation à la production que le strict minimum nécessaire à sa reproduction. C'est la production de biens destinés à la satisfaction de besoins externes à la société du Nord-Est qui a donc présidé à l'organisation de cette société. La priorité donnée à la production en vue de l'exportation était telle que, durant la phase de demande accrue du sucre sur le marché européen, il a fallu l'intervention des autorités du Portugal pour rendre obligatoire la culture du manioc afin de garantir la survie de la population de la zone sucrière.

Avec le déclin de l'économie sucrière, l'expansion de l'élevage, de l'économie de subsistance et l'ouverture de nouveaux fronts d'exportation se sont faites dans le cadre de la même organisation économique coloniale, ce qui s'est traduit par le maintien du système de l'exploitation du travail par la classe des propriétaires ruraux, seule détentrice du contrôle de la production, du pouvoir politique et des choix nécessaires pour l'évolution sociale.

L'économie continuait donc à être organisée en fonction des intérêts des minorités et appuyée sur une structure de propriété foncière ne laissant aucune place à la participation du peuple aux décisions concernant la production, et aboutissant ainsi à l'exclusion de la prise en considération des intérêts de la grande majorité du peuple.

Avec l'évolution récente de l'économie, ce cadre n'a subi aucune modification essentielle. Il a reçu simplement de nouvelles colorations, en raison de la complexité grandissante de l'industrialisation et de l'élargissement du secteur des services pris en charge par le gouvernement.

A ce sujet, voyons ce qui se passe avec l'industrialisation. Bien que la production industrielle soit, grosso modo, tournée vers les marchés internes, cette activité est néanmoins inadaptée aux intérêts de l'ensemble de la société, car les décisions qui dictent les choix de la production ne sont pas prises en fonction des besoins de la collectivité, mais en fonction de la demande effective du marché, c'est-à-dire, dans le cas du Nord-Est comme de l'ensemble du Brésil, en fonction du niveau de consommation des classes aisées.

Le contrôle de la propriété de la terre et du capital par des minorités dont les intérêts sont opposés à ceux de la grande majorité du peuple, est la clé de l'explication de la situation de pauvreté, d'oppression et d'injustice sociale qui est en vigueur au Nord-Est.

LE PROBLEME AGRAIRE

Dans le secteur rural, la situation présente des caractéristiques encore plus tragiques; c'est la raison pour laquelle des mesures officiel-

les ont été prises, mais dont il importe d'examiner la nature pour en saisir la signification par rapport à la problématique rurale du Nord-Est.

Parmi les mesures prises se rangent le FUNRURAL, le PRORURAL, et plus récemment, l'extension aux travailleurs ruraux des avantages du Fond de Garantie par Temps de Service (FGTS). En quoi de tels programmes contribuent-ils à une réelle modification de la vie des paysans, c'est-à-dire l'amélioration de leurs conditions d'existence?

Comme on le sait, l'assistance médicale et hospitalière est une très vieille revendication du travailleur rural qui se trouvait désavantagé par rapport au travailleur urbain, revendication longtemps repoussée et depuis peu acceptée. La grande majorité des paysans et de leurs familles n'ont cependant pas accès aux avantages du FUNRURAL, que ce soit par manque d'équipements de santé et même de médecins, ou que ce soit parce que les conditions de pauvreté des paysans les empêchent de se procurer les médicaments dont ils ont besoin. Quant au PRORURAL, on relève une insuffisance criante des avantages que ce programme prétend offrir, étant donné que l'octroi de la retraite et de la pension aux descendants est conditionné à la présentation d'une série de certificats coûteux et difficiles à obtenir. Entre autres, il y a l'attestation donnée par le dernier employeur et destinée à prouver la condition de travailleur rural et de résidant à la campagne, ce qui exclut donc les paysans sans travail condamnés à aller en ville. Étant donné qu'une telle attestation serait la preuve d'un lien entre employeur et employé et qu'elle impliquerait l'existence d'une sujétion à la législation du travail de la part de l'employeur, ce que ce dernier ne fait pas dans la grande majorité des cas, l'employeur se refuse en règle générale à la délivrance d'une telle attestation.

Le résultat est que la grande majorité des paysans du Nord-Est, parvenus à l'âge de la retraite ou ayant déjà dépassé cet âge, se trouvent exclus du programme d'assistance.

Il est symptomatique que ces programmes aient vu le jour après qu'aient été supprimées les conditions d'exercice d'une lutte revendicative de la part des paysans, et cela donne à ces programmes un caractère de générosité octroyée par le système. Cette particularité manifeste le souci qu'a le gouvernement de vider la lutte paysanne de sa substance en faisant reposer la solution des problèmes paysans sur son propre paternalisme.

En même temps, les conquêtes les plus significatives et les plus concrètes dans le sens de la libération des paysans, comme l'accession à la propriété de la terre, passent par des difficultés de toutes sortes. Ce n'est pourtant pas parce que le Nord-Est manque de terres ! Le relevé cadastral des propriétés rurales, réalisé en 1967 par l'Institut Brésilien de Réforme Agraire (IBRA), a révélé que 50% des terres inscrites au cadastre n'étaient pas utilisées. L'inutilisation des terres, d'une part, et l'impossibilité de travailler la terre, d'autre part, sont la cause de l'état de sous-nutrition et de famine qui affecte la population paysanne. Par ailleurs, le nombre des chômeurs augmente à la campagne et favorise ainsi le maintien de rapports de travail qui, d'une certaine manière, perpétuent les formes d'exploitation caractéristiques du régime de servitude.

En règle générale, le paysan travaille pour sa subsistance et se soumet encore au régime du "cambão" ou du métayage à partage (par moitié, par tiers, etc.) dans lequel la valeur annuelle de son travail est très souvent

supérieure à la valeur de la terre travaillée. Les moyens légaux auxquels les paysans pourraient recourir pour assurer leur défense contre ce type d'exploitation, comme le Statut de la Terre, se révèlent pratiquement de peu d'efficacité. Dans le cas du contrat de louage, les paysans acceptent de payer des pourcentages sur la valeur de la terre travaillée bien supérieurs à ceux qui sont fixés par le Statut de la Terre. Leur attitude est presque toujours le fruit d'une imposition du propriétaire, car s'ils refusent d'accepter ce qui leur est proposé, le propriétaire peut refuser l'usage de la terre dans les années suivantes.

La situation des ouvriers agricoles n'est guère différente. Théoriquement, les conditions des prestations de travail tombent sous la protection de la législation du travail. Mais si l'on regarde ce qui se passe dans la monoculture du sucre, qui est l'activité principale des ouvriers agricoles de la région, on constate que les patrons utilisent l'expulsion en masse des paysans de leurs terres pour se libérer des obligations de la législation du travail et pour s'opposer à certaines avancées de la législation agraire (Statut de la Terre).

Le voix du prophète paysan semble venir à propos, quand il constate l'iniquité qui se répand dans les campagnes: "Ils écrasent la tête des petites gens et ils font dévier la route des humbles... Sur toutes les places on se lamente, dans toutes les rues on crie: quel malheur! quel malheur! Les laboureurs sont invités à un deuil public" (Amos 2,7; 5,16).

Expulsés, les ouvriers agricoles vont vivre dans des favelas voisines des terres "évacuées" où ils constituent une réserve de main-d'oeuvre à bon marché et à la portée des patrons ruraux. Embauchés, dans la condition de "travailleurs clandestins", désignation qui vient du fait qu'ils acceptent de travailler sans contrat, ils acceptent un salaire qui atteint difficilement le minimum exigé par la loi, étant donné qu'il est le paiement de tâches définies sans critères légaux et exécutées sans contrôle de l'inspection du travail.

De cette façon, le nombre des ouvriers agricoles salariés sous contrat de travail passe, ces dernières années, par une phase de diminution considérable, au point que la condition de contractuel est un véritable privilège chez les salariés ruraux de la zone sucrière. Face à cette réalité, que peut-on attendre de l'extension aux travailleurs ruraux des avantages du Fonds de Garantie par Temps de Service?

Les syndicats souffrent du drame de l'absence de libertés et peu nombreux sont ceux qui parviennent à assurer la défense de leurs membres, ou ne parviennent qu'à obtenir ce que la politique officielle pour le secteur veut bien leur concéder. Avec l'élimination des vrais leaders syndicaux par la répression, le nombre des "jaunes" augmente aux postes de direction des syndicats. Par ailleurs, on assiste à la transformation rapide de ce qui devrait être un moyen de lutte pour la classe des travailleurs en un organisme bureaucratique pratiquant les oeuvres officielles d'assistance.

La structure de la propriété foncière qui donne naissance aux injustices dont le paysan est la victime, ainsi que l'aspiration de ce dernier à la possession de la terre ont été à la base de la lutte en faveur de la réforme agraire. Menée par ceux qui sont les victimes les plus directes de cette structure, les paysans sans terre, cette lutte a grandi au Nord-Est, et en grandissant, elle est devenue l'un des objectifs sociaux de l'ensemble du peuple brésilien.

En réalité, ce sont les exigences de la réforme agraire dans la région qui ont permis la promulgation de l'ensemble des lois qui régissent aujourd'hui les rapports de travail à la campagne et l'usage de la terre au Brésil. On peut noter que cette législation comporte des possibilités pouvant conduire à la désobstruction progressive des obstacles qui empêchent la mise en application de la réforme agraire.

Marginalisé dans le secteur rural, exploité et privé de l'accession à la terre, le paysan n'a plus que la ressource de continuer à lutter pour la terre ou à émigrer vers les centres urbains de la région, vers São Paulo ou vers tout autre endroit où il continue d'être exploité comme main-d'oeuvre à bon marché, que ce soit dans la construction de Brasilia ou celle de la Transamazonienne.

La ville n'est que la continuation de son odyssée. Sans possibilités d'aspirer à un emploi, en raison du caractère de ceux offerts par l'industrie et déjà insuffisants par eux-mêmes pour absorber l'augmentation de la force de travail urbain, il va grossir le flot du sous-emploi dans le secteur des services en cherchant dans un quelconque métier "de quatre-saisons" les moyens de satisfaire son besoin le plus élémentaire: vaincre la faim.

Bien que cette situation soit pénible, elle ne se distingue pas fondamentalement de celle de ceux qui ont un emploi, dans la mesure où ceux-ci sont également victimes du processus de marginalisation inhérent au système. "L'excès" de main-d'oeuvre, qui est une donnée structurelle, affaiblit leur pouvoir de solidarité dans la lutte pour la conquête et la préservation de leurs droits. Mais surtout, les salaires sont fixés à un niveau incompatible avec la satisfaction de leurs besoins les plus essentiels.

En ville se manifestent avec plus d'évidence les signes de la dégradation humaine: la prostitution, l'absence de soutien aux vieillards et aux enfants, la mort prématurée, les formes plus raffinées de l'exploitation du travail, la marginalisation enfin sous toutes ses formes.

Comment pouvons-nous qualifier de chrétien un monde qui offre tant d'injustices comme résultat de son fonctionnement normal?

CONCLUSION

L'Eglise ne peut rester indifférente devant tout ce qui vient d'être exposé et qui se passe sous nos yeux, dans un cadre de vie humaine rendant la réalité encore plus poignante et tragique en vertu des aspects psychologiques et moraux qu'elle implique. Par vocation divine, nous appartenons à la souche de ceux qui doivent s'engager aux côtés des rejetés de la société, dans la mesure où, nous aussi, appartenant à la même race humaine, nous sommes "enveloppés de faiblesse" (cf Hébreux 5,2). Notre conscience chrétienne, à l'égal de celle de Pierre et des Apôtres aux origines de l'Eglise, ne pouvait nous permettre de nous taire (cf Actes des Apôtres 4,19-20).

Nous savons que nous ne serons pas compris par ceux qui ne peuvent ni ne veulent nous comprendre, pas même devant la force des faits, à cause de l'égoïsme de leurs intérêts. Ils sont des avocats complaisants du status quo. Pour des raisons évidentes, ils font de la foi chrétienne un simple sujet de relation personnelle avec Dieu, sans interférence aucune avec l'action

politique et sociale de l'homme. Ils attribuent un caractère privé à la religion. Ils l'utilisent comme un instrument idéologique pour la défense de groupes et d'institutions qui ne sont pas vraiment au service de l'homme, et ils s'opposent ainsi aux desseins de Dieu. St Jacques témoignait déjà à leur sujet: "N'est-ce pas les riches qui vous oppriment? N'est-ce pas eux qui vous traînent devant les tribunaux? N'est-ce pas eux qui blasphèment le beau Nom qu'on a invoqué sur vous?" (Jacques 2,6-7). Le pape Jean XXIII, de son côté, regrettait la mentalité faussée, de ce point de vue, de nombreux chrétiens bien intentionnés en déclarant dans "Pacem in Terris": "Si la foi religieuse des croyants est maintes fois en désaccord avec leur manière d'agir, cela provient encore, pensons-nous, du fait que leur formation en matière de doctrine et de morale chrétiennes est restée insuffisante" (Pacem in Terris n° 66).

Il nous revient, dans cette partie finale, de souligner que nous ne pouvons pas concevoir l'Eglise comme une réalité séparée du monde, comme un ghetto à part. L'Eglise est au service du monde. Elle est tournée vers lui (cf la constitution conciliaire "Gaudium et Spes"). Elle s'identifie même à lui en partie quand elle exprime la dimension de grâce et d'amour de Dieu enfouie dans cette réalité humaine. C'est le monde qui est le lieu où se réalise le salut de Dieu aimant réellement tous les hommes. C'est donc au coeur de l'humanité, dans l'étendue de l'histoire des hommes qu'agit l'amour vivifiant de l'Esprit du Christ. Comment alors s'absenter du monde? Comment lui être indifférent ou opposé, sauf dans le combat contre le péché, la misère et l'esclavage?

Ainsi, au-delà des sacrements qui sont les signes spécifiques de la foi et de la grâce rédemptrice, les réalités humaines peuvent aussi, dans leurs sphères les plus variées, être médiatrices du salut, facteurs de communion avec Dieu dans le service et la communion avec nos frères de faiblesse et d'humanité (cf Matthieu 25).

Le salut ne se définit pas comme une réalité située en dehors du monde, celle que l'on ne pourrait atteindre que dans la trans-histoire, dans la vie d'outre-tombe. Il commence ici même. La vie éternelle "non encore" consommée nous est "déjà" donnée par le Fils de Dieu, dans l'ici et l'aujourd'hui de la vie humaine (cf Jean 5,24; 6,40; etc.). Ce salut venu de Dieu et qui jaillit dans la pâte humaine, dans le tissu de l'histoire, va se révélant au cours du long et complexe processus de la libération de l'homme. Conjointement avec une dimension personnelle et intérieure, la libération totale de l'homme n'est pas possible si elle n'inclut pas une dimension politique, si elle ne suppose pas un contexte économique et social. C'est pour cela que, conformément aux desseins du Père, la libération s'accomplit par et dans le peuple, là où se vérifie la dimension sociale et politique de l'homme. Dieu sauve chacun d'entre nous dans un peuple, "le peuple de Dieu", objet de son Amour.

Comme au temps de Moïse, un peuple qui cherche à réaliser sa promotion et à secouer le joug de l'esclavage, accomplit par là-même un aspect du dessein de Dieu et annonce, même s'il n'en a pas une conscience claire, le salut qui s'opère en lui (cf Exode 12).

Il est évident que les détenteurs du pouvoir esclavagiste n'admettent pas, comme autrefois Pharaon, de reconnaître les valeurs de salut dans la lutte du peuple. Ils ne veulent pas voir la présence de Dieu dans l'énergie vivante des pauvres. Ceux-ci, cependant, "les pauvres de Yahvé" sont le

lieu privilégié de la révélation de Dieu, la chaire quotidienne de sa Parole dans les événements de l'existence, dans l'espérance qui ne faillit pas, dans les aspirations à la libération, à la paix et à la fraternité. Les oppresseurs, quant à eux, qui se servent à tout moment de la répression, ils se servent aussi de Dieu dans leur argumentation idéologique pour l'attirer de leur côté, pour en faire leur instrument, pour le mettre au service de "l'ordre établi", selon leur convenance. Mais la Vierge Marie, mère de Dieu et humble fille du peuple, a renversé cette conception dans l'expression parfaite de la sagesse de Dieu: "Il renverse les puissants de leur trône, il élève les humbles; il comble de bien les affamés, renvoie les riches les mains vides" (Luc 1,52-53).

Nous devons reconnaître, dans un esprit de véritable humilité et pénitence, que l'Eglise n'a pas toujours été fidèle à sa mission prophétique, à son rôle évangélique de présence constante aux côtés du peuple. Combien de fois, parce qu'elle était prise dans les filets de l'injustice qui existe dans ce monde, l'Eglise n'a-t-elle pas fait le jeu des oppresseurs et favorisé les puissants de l'argent et de la politique au détriment du bien commun, sous des masques trompeurs, par ingénuité ou par sophisme, dans une triste déformation du message évangélique! Mais la Parole de Dieu lui est donnée à toute heure de son existence pour qu'elle se repente, qu'elle se convertisse, qu'elle revienne "à son amour d'antan" (cf Apocalypse 2,4).

Nous sommes convaincus de vivre à l'heure d'un choix pour Dieu et pour le peuple. L'heure de la fidélité à la mission. Bien sûr, le prix de ce choix a toujours été celui de la persécution sous prétexte de "rendre service à Dieu" (Jean 16,2). Mais le chemin à suivre est clair, car il a déjà été tracé par les instructions missionnaires adressées aux disciples, ainsi que nous le rapporte St Matthieu au chapitre 10 de son évangile. Nous sommes sûrs que l'oracle de Jésus, Seigneur de l'Eglise, s'adresse aussi à nous dans la lettre de l'Apocalypse: "Ne crains pas les souffrances qui t'attendent: le Diable s'apprête à jeter des vôtres en prison pour vous tenter... Reste fidèle jusqu'à la mort et je te donnerai la couronne de vie" (Apocalypse 2,10).

A la lumière, donc, de notre foi, et conscients de l'injustice qui caractérise les structures économiques et sociales de notre pays, nous procédons à une sérieuse révision de notre attitude envers les opprimés dont la pauvreté est l'autre face de la richesse de leurs oppresseurs.

Les structures économiques et sociales en vigueur au Brésil sont édifiées sur l'oppression et l'injustice; elles résultent de la situation du capitalisme dépendant des grands centres internationaux du Pouvoir. Dans notre pays, de petites minorités, complices du capitalisme international et à son service, s'emploient par tous les moyens possibles à préserver une situation créée à leur avantage. Ainsi est née une situation qui n'est ni humaine ni donc chrétienne.

Nous constatons aujourd'hui que, dans l'effort de lutte contre le sous-développement, le projet social élaboré dans le seul but d'augmenter au maximum l'efficacité des disponibilités financières, ne répond pas aux exigences actuelles de la libération des opprimés. Une explication scientifique de la réalité montre que la grande aspiration du moment présent appelle un projet historique global de transformation de la société.

Il ne suffit cependant pas de faire un diagnostic à partir d'une connaissance scientifique de la réalité. Par son exemple, le Christ nous a appris à vivre ce qu'il annonçait. Il a prêché la fraternité humaine et l'amour qui doivent animer toutes les structures sociales, et surtout, il a vécu son message de libération en l'assumant jusque dans ses ultimes conséquences. Les puissants de son peuple ont vu dans son message et dans l'amour effectif avec lequel il l'annonçait, un véritable danger pour leurs intérêts économiques, sociaux, politiques et religieux, et ils l'ont condamné à mort. Mais son Esprit, qui est à l'oeuvre aujourd'hui comme hier, donne à l'Histoire son impulsion et se manifeste dans la solidarité de ceux qui luttent pour la liberté, dans un sentiment d'amour parfaitement lucide envers les frères opprimés.

La situation sociale, économique, politique et culturelle de notre peuple est un défi lancé à notre conscience chrétienne. La sous-nutrition, la mortalité infantile, la prostitution, l'analphabétisme, le chômage, la discrimination culturelle et politique, l'exploitation, l'inégalité grandissante entre riches et pauvres, et bien d'autres conséquences sont la marque caractéristique d'une situation de violence instituée dans notre pays.

Les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres, à cause du processus asservissant de la concentration économique inhérente au système.

Par ailleurs, la nécessité de la répression, destinée à garantir le fonctionnement et la sécurité du système capitaliste associé, se manifeste de façon toujours plus irrésistible et implacable à travers la contrainte exercée sur le cadre constitutionnel et la législation, la dépolitisation des syndicats ruraux et urbains, la saignée des organisations étudiantes, et à travers, enfin, les mécanismes de censure, les mesures policières contre les ouvriers, les paysans et les intellectuels, ainsi que les vexations infligées aux prêtres et aux militants des Eglises chrétiennes, tout cela prenant les formes variées de l'emprisonnement, de la torture, de la mutilation et de l'assassinat.

Cependant, cette réalité misérable qui s'abat de façon plus pesante sur le Nord-Est, n'est pas la conséquence inévitable d'une insuffisance de la nature; elle est avant tout la conséquence d'un processus déterminé par la volonté des hommes engagés aux côtés du capitalisme international. C'est elle qui a rendu possible l'édification d'une société injuste et qui continue à l'écraser de son poids pour assurer la défense, la protection et l'accroissement de leurs privilèges. L'injustice née de cette société est le fruit des relations capitalistes de production qui donnent obligatoirement naissance à une société de classes portant la marque de la discrimination et de l'injustice.

Le capitalisme international et ceux qui se sont engagés à ses côtés dans notre pays - la classe dominante - imposent un type de culture différente par l'utilisation de tous les moyens de communication et d'éducation. Ils se servent de cette culture pour justifier leur domination et pour dissimuler le système d'oppression sur lequel ils s'appuient. En même temps, ils essaient de droguer la conscience des couches populaires en s'appliquant à détourner notre peuple des véritables objectifs globaux de transformation de la société.

Le processus historique de la société de classes et la domination ca-

pitaliste conduisent fatalement à l'affrontement des classes. Bien que ce soit un fait chaque jour plus évident, cet affrontement, est nié par les oppresseurs, mais il se trouve également affirmé dans cette propre négation. Les masses opprimées des ouvriers, des paysans et des nombreux sous-employés en prennent conscience et assument progressivement un désir renouvelé de libération.

La classe dominée n'a pas d'autre issue pour se libérer que de suivre le long et difficile chemin, déjà commencé, qui mène à la propriété sociale des moyens de production. C'est là le fondement principal d'un gigantesque projet historique de transformation globale de la société actuelle en une société nouvelle dans laquelle il devienne possible de créer les conditions objectives permettant aux opprimés de récupérer l'humanité dont ils ont été dépouillés, de faire tomber les chaînes de leurs souffrances, de vaincre l'antagonisme des classes, et, enfin, de conquérir la liberté.

L'Evangile appelle tous les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté à s'engager dans ce courant prophétique.

L'espérance chrétienne, qui fait entrevoir une nouvelle humanité réconciliée avec elle-même et en communion fraternelle avec l'Univers, ne nous permet pas de rester sans rien faire dans l'attente soumise du moment de la restauration de toutes choses, "l'alibération de la servitude de la corruption pour entrer dans la liberté de la gloire des enfants de Dieu" (cf Romains, 8,18-22), mais elle exige de nous une présence attentive et agissante, capable de faire naître dans le flot de l'histoire les signes de la Résurrection, les ébauches de la nouvelle humanité à venir.

Frères, en cette heure sombre mais aussi lourde de promesses, la parole de Jésus dans la prédication eschatologique est pour nous d'une force incomparable: "Redressez-vous et relevez la tête, car votre délivrance est proche" (Luc 21,28).

(Suivent les signatures des évêques et supérieurs religieux qui ont pu signer à ce jour:)

- D.Hélder Pessoa Câmara, archevêque de Olinda et Recife, Pernambuco
- D.José Lamartine Soares, évêque titulaire de Fussala et auxiliaire de Olinda et Recife, Pernambuco
- D.Severino Mariano de Aguiar, évêque de Pesqueira, Pernambuco
- D.Francisco Austregésilo Mesquita, évêque de Afogados da Ingazeira, Pernambuco
- Frère Walfrido Mohn, provincial des franciscains de Recife, Pernambuco
- P. Hidenburgo Santana, provincial des jésuites du Nord, Recife, Pernambuco
- P. Gabriel Hofstede, provincial des rédemptoristes, Recife, Pernambuco
- D. João José da Motta e Albuquerque, archevêque de São Luís, Maranhão
- D. Manoel Edmislon da Cruz, évêque auxiliaire de São Luís, Maranhão
- D. Rino Carlesi, vicaire apostolique de S. Antônio de Balsas, Maranhão
- D. Pascásio Rettler, évêque de Bacabal, Maranhão
- D. Francisco Hélio Campos, évêque de Viana, Maranhão
- D. Antônio Batista Fragoso, évêque de Cratéus, Ceará
- D. José Maria Pires, archevêque de João Pessoa, Paraíba
- D. Manoel Pereira da Costa, évêque de Campina Grande, Paraíba
- D. José Brandão de Castro, évêque de Propriá, Sergipe
- D. Timóteo Amoroso Anastácio, abbé du monastère de St Benoît, Bahia
- P. Tarcisio Botturi, vice-provincial des jésuites de la Bahia

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)